

projet de loi à l'étude. Au demeurant, le premier ministre s'est chargé de cette tâche. Nous avons prêté l'oreille à son interminable harangue, dont la plus grande partie a roulé sur des considérations tout à fait étrangères à la question qui accapare maintenant l'attention de la Chambre et du pays. Le premier ministre se croit sans doute transporté en 1837. Nous ne sommes pas en 1837 et le débat ne porte nullement sur la question de savoir si le pays sera doté d'un gouvernement autonome. Voilà 75 ans que cette question est réglée. Il est assez singulier que, lorsque le premier ministre se trouve dans des circonstances embarrassantes pour son parti, il revient invariablement sur les événements de 1837 et nous cite, non seulement les paroles de lord Durham, mais les éloquentes discours de M. Lafontaine et de M. Baldwin. C'est là une tactique favorite du premier ministre et mes sincères sympathies lui sont acquises, dans les circonstances où il se trouve. Il nous avait, tout d'abord, déclaré que tout son parti était groupé en bloc, à sa suite; puis, peu après, voilà qu'il s'étend fort longuement sur les critiques dont son attitude est l'objet, dans la province de Québec et sans doute de la part d'adhérents de son propre parti.

En saisissant la Chambre d'une question de la plus haute importance pour le Canada et pour tout l'empire, il a jugé bon de se livrer à une vive polémique et de s'inspirer de l'esprit de parti. Il a jeté sur le passé un coup d'œil rétrospectif, accompagné d'observations d'un goût plus ou moins douteux sur les prétendues divisions qui auraient éclaté au sein du parti conservateur. Eh bien, monsieur l'Orateur, disons-le ici bien haut, on ne veut bâillonner personne dans le parti conservateur et on ne le fera jamais.

Le premier ministre a provoqué quelques observations que, sans cela, je me serais abstenu de formuler; il a jeté sur le passé un coup d'œil rétrospectif, mais ce regard rétrospectif n'embrasse pas certaines périodes qu'il pourrait être porté à oublier, et il les a oubliées fort à propos aujourd'hui. Il se plaint des critiques dont son attitude est l'objet, dans la province de Québec. Que le premier ministre me permette de lui rappeler ici que si son attitude a été l'objet de certaines attaques de la part d'hommes qui, par le passé du moins, ont figuré parmi ses partisans dans la province de Québec, ces critiques et ces attaques, il les a lui-même provoquées plus que tout autre homme au Canada. Le premier ministre semble se complaire dans ce coup d'œil rétrospectif jeté sur le passé. Eh bien, à quoi aspirait-il, en 1891 et en 1892? Son enseignement à ce sujet dans la province de Québec a été résumé, en sa présence même, au sein de cette Chambre, il y a trois ans à peine, par un de ses propres partisans, et le texte de ces paroles figure au compte

rendu des débats du 29 novembre 1906. Ce texte est emprunté d'un discours de M. Bourassa, disciple et partisan du premier ministre; et voici ces paroles dont le premier ministre n'a nullement révoqué en doute l'exactitude, au moment où elles furent prononcées:

Qu'a dit M. Laurier à Boston, en 1891? Que jamais le Canada ne consentirait à adhérer à la fédération impériale, même en matière commerciale; car la conséquence serait la participation du Canada aux guerres de la Grande-Bretagne, et jamais le Canada ne consentirait à participer aux guerres de la Grande-Bretagne.

N'est-ce pas là la doctrine prêchée par le premier ministre en 1891 et en 1892?

Repousse-t-il ce résumé de sa pensée politique, qui a été fait par son propre partisan dans cette Chambre, à ce moment-là? Mais, monsieur l'Orateur, nous pouvons aller un peu plus loin en arrière, puisque mon honorable ami aime l'histoire rétrospective. Voici ses propres paroles qui ont été recueillies dans le hansard, et je suis curieux de voir si les honorables députés de la droite, qui ont applaudi si vigoureusement le discours qui vient d'être prononcé, applaudiront les paroles que je vais citer et qui ont été dites par le très honorable premier ministre quand il était chef du parti libéral dans le pays et qu'il déclare être une expression absolument conforme à ses idées sur la question:

J'affirme, à l'égard de mes compatriotes, l'idée de l'indépendance, mais lorsque le jour viendra, cette indépendance devra être acceptée par les deux pays et nous devons rester dans de bons rapports avec la mère patrie et conserver sa bienveillance. Si nous respectons notre passé, nous montrerons au monde entier l'exemple unique et sans précédent d'une nation arrivant à l'indépendance par degrés mesurés, et aussi naturellement que le fruit se dégage de l'arbre à sa maturité.

Puis plus loin, au cours du même discours. . .

Un honorable DEPUTE: A quelle date.

M. R. L. BORDEN: Dans le hansard de 1892, à la page 1170. Si quelque honorable député désire lire les observations présentées par le très honorable premier ministre, il les trouvera là et plus loin à la page 1172:

Y a-t-il un Canadien qui ne serait pas enchanté de voir le jour où l'on pourrait se débarrasser des services de la diplomatie anglaise?

Comme il nous a invité à une controverse sur cette question, bien que j'aie espéré qu'il aurait élevé la discussion à un niveau plus élevé que celui de la controverse, je dois lui dire que, selon moi, depuis qu'il tient en main les rênes du Gouvernement, la diplomatie anglaise a sorti